

JOURNAL DE LYON

Vente en gros : 41, rue Centrale, 41.

Administration et Rédaction : rue de l'Hôtel-de-Ville, 41.

Vente au numéro : rue de l'Hôtel-de-Ville, 78.

La rédaction ne répond pas des communications anonymes et ne se charge de les renvoyer. — Toute lettre adressée au journal ou insuffisamment affranchie sera rigoureusement refusée.	Rédacteur en chef : A. SCHNÉEGANS Ancien député de Bas-Rhône.	ANNONCES ANGLAISES 50 c. la ligne	PRIX DE L'ABONNEMENT : Ville de Lyon..... Trois mois : 9 fr. Six mois : 18 fr. Un an : 36 fr. Département du Rhône .. 10 fr. — 20 fr. — 40 fr. Autres départements... 12 fr. — 23 fr. — 46 fr. Pour l'étranger, le port en sus.	LES ABONNEMENTS partent des 1 ^{er} et 16 de chaque mois.	Gérant : C. BENOIT-GONIN Imprimeur de M. Sirey, Lyon.	Le prix de l'abonnement est payable d'avance; on ne servira pas les demandes non accompagnées d'un mandat sur la poste à l'ordre du Gérant.

NOUVELLES DU JOUR

8 février.

Les informations qui nous arrivent de la séance tenue hier par la commission des Trente, il est un point que nous ne pouvons passer sous silence. C'est la question de la participation aux délibérations de la commission, en quittant la réunion, au moment où l'on se sépare. On a décidé qu'une nouvelle séance aurait lieu, et qu'il ne se séparerait qu'après avoir complètement épuisé la discussion. Nous saurons donc bientôt à quel point en tenant sur l'ensemble du projet, dont nous avons parlé, nous sommes arrivés à la fin, après un débat assez vif, que l'on a résumé plus loin.

Nous recevons et nous nous empressons de reproduire le texte du projet de loi de M. le baron Chaurand sur la mairie de Lyon.

Nous n'accompagnerons, pour le moment, cette reproduction que d'une seule observation :

C'est à une commission de décentralisation qu'est renvoyé ce projet qui détruit notre régime municipal et remet la direction des affaires communales entre les mains du préfet, c'est-à-dire du pouvoir central ; et cette atteinte portée aux droits municipaux, a pour auteur un de ceux qui, il y a deux ans encore, refusaient d'accorder à ce même pouvoir central le droit de nommer lui-même les maires dans les villes ayant une population de plus de 20,000 âmes !

Aujourd'hui on a changé tout cela. Puisque les électeurs ont nommé des municipalités radicales, les décentralisateurs de la veille deviennent des centralisateurs forcés, et les amis des libertés municipales se transforment en adversaires de ces mêmes libertés.

Ainsi va le monde !

Voici ce projet de loi :

PROPOSITION DE LOI

Ayant pour objet de reconstituer la municipalité de Lyon conformément aux dispositions édictées pour la ville de Paris par la loi du 14 avril 1871.

(Urgence déclarée)

(Renvoyée à la commission de décentralisation)

présentée

Par M. le baron CHAURAND,

Membre de l'Assemblée nationale.

Article premier.

Dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, le gouvernement convoquera les électeurs de la ville de Lyon pour procéder au renouvellement intégral du conseil municipal, en se conformant aux dispositions des articles suivants.

Art. 2.

Les élections auront lieu au scrutin individuel. A cet effet, la ville de Lyon sera divisée en trente-six circonscriptions électorales, conformément au tableau annexé à la présente loi. Chaque circonscription nommera un conseiller municipal. Les dispositions des articles 4, 5, 6, 7 et 8 de la loi du 14 avril 1871 seront observées dans les élections prescrites par la présente loi.

Art. 3.

Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a obtenu la majorité des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits. Au deuxième tour de scrutin l'élection aura lieu à la pluralité des voix quel que soit le nombre des votants, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé, est élu.

Art. 4.

Le conseil municipal de Lyon tiendra, chaque année, comme les conseils municipaux des autres communes et aux mêmes époques, quatre sessions ordinaires dont la durée ne pourra excéder dix jours, sauf dans la quelle le budget ordinaire sera discuté et qui pourra durer six semaines.

Art. 5.

Au commencement de chaque session ordinaire, le conseil nommera, au scrutin secret et à la majorité, un président, deux vice-présidents et deux secrétaires. Pour les sessions extraordinaires qui seront tenues dans l'intervalle des sessions ordinaires, le bureau de la dernière session ordinaire sera maintenu. Les dispositions des articles 14, 15, 17, 18 et 19 de la loi du 14 avril 1871 sont applicables au conseil municipal de Lyon.

Art. 6.

Le préfet du département du Rhône a le droit d'assister à toutes les séances du conseil municipal, il est entendu toutes les fois qu'il le demande.

Art. 7.

Il y a un maire et deux adjoints dans chacun des six arrondissements municipaux de la ville de Lyon. Ils sont nommés par le président de la République. Ils sont chargés de la tenue des registres de l'état-civil et n'ont pas d'autres attributions que celles qui sont expressément conférées par des lois spéciales aux maires et adjoints de la ville de Paris.

Art. 8.

Le préfet du département du Rhône administre la ville de Lyon, il a les attributions et exerce les fonctions que les lois donnent au préfet de la Seine et au préfet de police pour la ville de Paris.

Quand l'Assemblée actuelle aura terminé sa carrière, on ne pourra pas lui reprocher de n'avoir pas fait assez de besogne; seulement, il est à craindre que plus d'une des décisions laborieusement prises par elle ne résistent pas très-bien à l'épreuve de l'expérience et

n'apparaissent tôt ou tard avec tous les caractères d'un travail stérile. La loi sur l'ivresse qui vient d'être promulguée pourrait fort bien être dans ce cas. Les réformes de la commission des Trente ne sont pas non plus de nature à compenser le temps qu'on y a consacré. Il est évident que nos législateurs n'ont pas toujours pris toutes les précautions pour faire œuvre utile, pour faire œuvre durable, et qu'ils ne se rendent pas très-exactement compte des conditions nécessaires qui font d'une loi édictée autre chose qu'une formule vaine.

Il faut savoir se borner, même quand on est législateur. Or, nos députés malheureusement semblent ignorer que leur sphère d'influence est limitée, et qu'il ne suffit pas qu'une loi soit faite sur le papier pour avoir des effets utiles. Ils ne savent pas assez se restreindre à ce qui est réellement de leur compétence. Ils se font de leurs devoirs et de leurs droits une idée qui volontiers embrasserait tout. Tantôt des préoccupations religieuses menacent envahir leurs travaux, tantôt ils sont tentés de prendre parti pour telle ou telle philosophie, tantôt ils introduisent dans le code de véritables chapitres de morale. Quelque idée a-t-elle la vogue? qu'importe qu'elle soit du ressort du maître d'école, du père de famille, ou la caresse, et de gré ou de force, on en fait une loi. Sur cette pente, il n'y a pas de raison pour qu'on s'arrête, et nous ne désespérons pas de voir quelque jour Brunet de l'avenir présenter un projet tendant à décréter la pluie et le beau temps, ou les règles de la vraie orthographe. Cela serait absurde, mais prétendre moraliser les masses à coups de lois et de réglementations, prétendre éclairer leur conscience en promulguant des *fat lux* dans l'Officiel, est tout aussi puéril et vain. Il faut que le législateur sache reconnaître qu'il n'est pas seul à exercer sur la civilisation une légitime influence et que sa tâche s'arrête où commence celle du prêtre, du moraliste, du savant, du philosophe et, comme nous le disions plus haut, du maître d'école.

Un code est comme un arsenal dont on exige à juste titre qu'il ne renferme que des engins capables de rendre de réels services. L'Assemblée a été sans pitié pour les « camps roulants » pour le « feu grégeois » pour le « sac-bouclier » et pour tant d'autres inventions risquées qui ont figuré dans la défense nationale. Qu'elle y prenne garde! L'une ou l'autre des lois qu'elle a laborieusement votées pourrait bien n'être pas d'une utilité plus grande en fin de compte qu'un « char hussite ».

COURRIER DE PARIS

7 février 1873.

Quelles sont les dispositions de M. Thiers? Quelles sont les dispositions de la commission? Sur le second point, vous savez probablement demain à quoi vous en tenir; sur le premier, on ne sait rien au fond, et il est probable que M. Thiers lui-même n'a pas encore arrêté son attitude finale: il attend l'effet que son discours d'avant-hier ne peut manquer de produire dans le sein de la commission. Pour le moment, deux courants de renseignements se disputent la confiance publique: ce matin on disait que les sept membres de la majorité venus à la minorité, et de qui, en réalité, dépendait l'accord sur les propositions du gouvernement, que ces sept membres avaient réfléchi sur les conséquences de leur défection; leurs collègues, les mamelouks de la droite, leur auraient fait entrevoir que M. Thiers, en réclamant une loi électorale, même conservatrice, sonnait le glas funèbre de l'Assemblée; puis les trois articles qui constituent la nouvelle rédaction de l'article 4 sont une manière de constitution provisoire, il est vrai, mais destinée à durer jusqu'à la prochaine Assemblée. C'est donc le maintien et la consolidation du fait existant qu'on leur demande, et tout le monde sait qu'ils n'en veulent à aucun prix.

Voilà le courant pessimiste: d'autres affirment au contraire que la majorité de la commission, rassurée par le caractère conservateur des propositions électorales de M. Thiers, et ne voyant dans le reste du projet que ce qui est implicitement enfoncé dans la constitution Rivet, serait disposée à passer condamnation, à la condition que M. Thiers céderait sur le point de son intervention personnelle aux débats; or, on donne comme certain que M. Thiers sacrifierait son ultimatum de lundi, et le *Bien public* célèbre déjà les douceurs de la concorde.

Conciliation! conciliation! Ma seule passion! ma seule passion!

pourrait-il s'écrier s'il parlait la langue des dieux, comme M. Camille Doucet.

Le plus joli, c'est que les journaux du soir se félicitent avec une touchante unanimité, quoique pour des raisons diverses, des déclarations de M. Thiers, et cela depuis la *Republique Française* jusqu'à *l'Union* inclusive; et la *Gazette de France* seule boude, et l'*Union* se fâche tout à fait, ce qui est du reste son habitude depuis que M. Thiers s'est avisé de gouverner pour le pays et non pour le comte de Chambord.

Et puisque me voilà revenu à la *Maison de France*, je vous signale la lettre que le *Monde* attribue au comte de Chambord et où sont formulées les conditions auxquelles le roi peut admettre les princes d'Orléans à recueillir son héritage; les paroles que doit prononcer le comte de Paris en abordant son cousin sont

même régies d'avance comme dans un cérémonial consacré. Le *Monde* ajoute que les princes d'Orléans reculent: d'après d'autres conversations, le comte de Paris aurait même refusé catégoriquement d'aller à Vienne en déclarant que si les légitimistes se rangeaient autour du drapeau blanc et les républicains autour du drapeau rouge, le drapeau tricolore tomberait entre les mains des bonapartistes, ce qui serait absolument déplorable.

Soldat du drapeau tricolore, d'Orléans, toi qui l'as porté, Ton sang se mêlerait encore A celui qu'il nous a coûté.

Vous voyez que l'héritier de Louis-Philippe ne veut pas retourner à 1815; il s'arrête à 1830; qu'il y demeure en paix, la France ne semble pas avoir la moindre envie de venir l'y chercher.

Cependant les malins du parti fusionniste avaient trouvé dans la question du drapeau un moyen terme bien ingénieux pour tout arranger. Le comte de Chambord garderait le drapeau blanc comme insigne de sa maison, tandis que l'armée combattrait autour du drapeau tricolore. Et dire que de pauvres gens très-sincères et pleins de bonnes intentions croient faire de la haute politique avec ces projets de portière; mais j'y songe, autre solution également ingénieuse: on propose de semer quelques lys sur le blanc du drapeau tricolore. Cette fois, embrassons-nous et que ça finisse.

M. Cantonnnet est décidément à Versailles où il se propose de faire connaître à la commission de décentralisation ses idées sur la mairie centrale. On dit M. Cantonnnet très-occupé naturellement à cette institution qui lui a donné beaucoup de tracas depuis son arrivée à Lyon. M. Pascal, qui était décidément moins remuant et plus habile, pense qu'on peut tout arranger avec une division vraiment rationnelle de la ville de Lyon en circonscriptions municipales.

Vous connaissez mieux que moi cette question, mais il me semble que cette solution est très-raisonnable et beaucoup plus pratique que l'autre; chaque quartier serait pour ainsi dire rendu à lui-même et aurait la certitude d'être représenté, ce qui est la justice et ce qui est aussi la paix, car une minorité instruite et intelligente peut obliger une majorité, même turbulente et despotique, à gouverner convenablement sous peine de sottise et de déconsidération. Notez qu'en tous cas et en tout temps il est bon que les minorités soient représentées dans toutes les assemblées possibles. A Lyon, ce me semble, il y a plus encore; car il ne s'agit plus de minorités politiques, mais de réalités vivantes ayant des intérêts et des droits propres.

Puisque me voici à Lyon, j'ajouterai que la *Patrie*, qui s'est fait une spécialité de nouvelles à sensation, en ce qui touche votre ville, est dans l'erreur quand elle parle d'un arrêté de révocation, que M. de Goulard aurait pris contre M. Barodet; il n'a été question de rien de semblable.

Le vote sur l'ordre du jour des marchés de Lyon devait donner lieu à des interprétations diverses.

Après M. Henri Martin, dont nous avons publié les explications relativement à son abstention, MM. Barni et Goblet, députés de la Somme, adressent au *Journal d'Amiens*, qui avait blâmé leur vote à l'occasion des marchés de Lyon, une protestation dont voici les principaux passages :

Nous n'avons pas, monsieur le rédacteur, qu'un homme de bonne foi dans le département peut nous suspecter de complaisance pour le drapeau rouge, ni se méprendre sur les motifs qui ont dicté notre vote.

Nous avons repoussé l'ordre du jour Paris pour deux raisons: la première, c'est qu'il s'agissait, dans le débat, non de procédés révolutionnaires, mais de la dite loi bien, n'était pas en cause, mais des marchés de Lyon; la seconde, c'est que cet ordre du jour pouvait être interprété, il l'a été en effet, comme impliquant un blâme inmérité contre deux de nos collègues, et que nous ne reconnaissons pas à l'Assemblée, pas plus que vous ne lui reconnaissez vous-même, le droit de prononcer de semblables jugements.

Nous eussions mieux fait cependant, d'attendre de nous abstenir de voter l'ordre du jour Paris. Mais indépendamment de ce qu'en principe nous sommes hostiles à l'abstention, qui n'est souvent qu'un moyen commode de ne pas se prononcer, dans le cas particulier, notre vote n'a eu d'autre signification que l'attention elle-même. Aussi, aux membres très-nombreux de la gauche qui se sont abstenus, n'a-t-on pas manqué d'égalité qu'ils avaient eu tort de ne pas répudier publiquement le drapeau rouge.

Quant à ceux qui ont voté l'ordre du jour, les journaux monarchiques, voyez le *Courrier de France* d'hier soir, les commentent aux pick-pockets qui, lorsqu'ils sont serrés de trop près par les sergents de ville, se mêlent à la foule et crient au voleur plus fort que les autres.

Que faut-il conclure de tout ceci, si ce n'est qu'on prétendrait en vain démasquer la passion dans toute circonstance est de voter selon sa conscience, conformément aux principes, sans se soucier des fausses interprétations que peut inspirer l'esprit de parti.

En vous priant, monsieur le rédacteur, de vouloir bien insérer cette réponse, nous avons l'honneur de vous offrir notre considération très-distinguée.

LA FUSION

On écrit de Versailles au *Monde* :

On se rappelle les paroles prononcées il y a quelques jours par M. le duc de La Rochefoucauld-Bisaccia, relatives à la fusion; ces paroles ont provoqué un échange de communications entre les amis de M. le comte de Paris et ceux de M. le comte de Chambord. On a demandé à celui-ci de répondre aux avances qui lui étaient faites. M. le comte de Chambord, parfaitement au courant de ce qui se passait, a répondu par une lettre arrivée dimanche à Paris. En voici, si ce n'est le texte exact, du moins le sens précis :

« Ce que vous me dites n'est pas officiel; je ne puis donc répondre officiellement; mais vous pouvez dire que j'ai toujours désiré une réconciliation sincère dans ma famille; je la désire aujourd'hui plus que jamais. S'il est vrai que M. le comte de Paris ait le désir de venir me voir, je le recevrai à bras ouverts et

je lui en faciliterai les moyens jusqu'à la dernière limite du possible.

Cependant une pareille visite ne saurait avoir un caractère privé: elle est de nature à exercer une telle influence sur l'état actuel de la France, qu'il est de mon devoir de lui en faire connaître les conséquences. Aussi je demanderais à M. le comte de Paris de me dire en m'abordant : « Mon cousin, je viens auprès de vous saluer le chef de ma famille, et reconnaître en vous le dépositaire de tous les droits de notre race, je vous demande de me permettre et à tous les miens de nous placer auprès de vous, chacun selon notre rang ! »

Le reste de la lettre indique le désir de ne traiter aucune des questions politiques qui divisent la France royale, par la raison que ces questions ne peuvent être résolues d'un commun accord qu'entre le roi et l'Assemblée nationale.

On lit d'autre part, dans le *Soir* :

On raconte que, le soir même du jour où paraissait l'article de l'*Assemblée nationale* sur la « Maison de France », M. le comte de Paris, sollicité dans un salon de faire connaître son avis sur les ouvertures faites par le journal légitimiste, a répondu: Je ne puis aller à Vienne. La moitié des partisans de la république a le drapeau rouge; la moitié des royalistes a le drapeau blanc. Si je quittais la France pour faire la démarche qu'on me conseille, je livrerais le drapeau tricolore aux impérialistes.

NOUVELLES ET BRUITS

On lit dans le *Nord*, du 7 février :

A la suite d'un nouveau conseil des ministres, le traité de commerce entre la France et la Belgique, dont les négociations se poursuivaient à Bruxelles depuis plusieurs mois, a été signé hier à 4 heures au ministère des affaires étrangères par M. le comte d'Aspremont-Lynden, et MM. Ernest Picard et Ozenne, plénipotentiaires français.

Voici en quels termes le *Moniteur* annonce ce traité de la nouvelle :

« Un traité de commerce et un traité de navigation ont été signés hier entre la Belgique et la France. »

A la suite de l'heureuse issue de ces négociations, M. Ozenne — qui va être nommé grand-croix de la Légion d'honneur — est arrivé à Paris jeudi soir. Ce traité, ainsi que le traité franco-anglais, va être déposé sur le bureau de la Chambre.

M. Ozenne va prochainement partir pour l'Italie et l'Autriche, continuer les négociations relatives aux traités.

Une soixantaine d'archevêques et évêques ont écrit, depuis un mois, à M. Thiers, au sujet des maisons générales à Rome.

M. le président a répondu par une lettre circulaire, dans laquelle il déclare qu'il lui est impossible d'intervenir dans les questions intérieures du royaume italien.

On assure qu'à propos de l'interpellation Dusaussoy, M. Raoul Duval avait préparé un ordre du jour fort modeste, mais il n'a pas osé le déposer après les paroles de M. de Goulard, réclamant toute la responsabilité de l'affaire des paquebots.

L'Union républicaine a décidé qu'elle ferait imprimer et distribuer les discours de MM. Chalmel-Lacour, Ferrouillat et Ordinaire.

M. Ménier, le célèbre fabricant de chocolat, vient de refuser le poste de ministre plénipotentiaire de la République du Nicaragua, auprès de la république française.

Nous recevons, dit le *Français*, le prospectus suivant, que nous reproduisons en nous faisant scrupule d'en retrancher un seul mot :

CAVE
du Baron Jérôme DAVID
Ancien député
du Médoc et de Sauternes.

BUREAUX : Rue de Moray, 111.
(faubourg Saint-Honoré).

Les Vins de cette cave offrent au consommateur des avantages exceptionnels.

Leur origine est garantie sous la responsabilité absolue du baron Jérôme David.

Ils ont été choisis avec un soin tout particulier dans les chais du Médoc et de Sauternes, et ils sont vendus à des prix très-modérés, afin de faciliter leur placement.

Le commerce, en général, ne saurait livrer des produits de cette qualité dans des conditions aussi favorables à l'acheteur, qui rencontre rarement toute sécurité en ce qui concerne la provenance, le naturel et la supériorité des vins.

Le mandataire,
L. H. MENIER,
1, rue d'Alsace, PARIS.

Le *Français* ajoute :

Suit le catalogue avec le prix des vins. Ce petit morceau de littérature politico-commerciale, nous paraît un pur chef-d'œuvre. Tout, depuis ces bureaux situés rue de Moray, ce mandataire siégeant rue d'Alsace, ce châteaumarx qui anime sans fatiguer, concourt à l'effet général.

Les puiffistes américains sont déçus. Barum lui-même n'aurait pas trouvé cette prodigieuse réclame vinico-bonapartistes et sera jaloux du baron Jérôme David, ancien député du Sauternes, garantissant les produits de ses ex-électeurs.

On s'occupe beaucoup de nouvelles arrestations faites jeudi, toujours pour ces malheureux affaires financières. Ce sont MM. Lefèvre-Durillet et le marquis de Radeport, compromis tous deux dans les affaires véreuses de la Société Industrielle.

On a également arrêté M. Alphonse Millaud, directeur du *Petit Journal*, qui vient de passer entre les mains de M. Emile de Girardin. Il s'agit, paraît-il, de différentes affaires financières opérées sous le couvert du *Petit Journal*, par les prédécesseurs de M. A. Millaud, qui avait eu la faiblesse d'accepter une situation faite, espérant la liquider promptement.

C'est au moment même où M. Alphonse Millaud se démettait de ses fonctions en faveur de MM. Gibiat, Genty et Girardin, qu'un

commissaire de police se présenta et demanda à lui parler.

M. Millaud, qui avait surmonté les douleurs très-vives d'un violent rhumatisme pour terminer l'importante affaire du *Petit Journal*, où il n'était pas venu depuis trois ou quatre jours, fit entrer aussitôt M. le commissaire de police, qui lui fit connaître l'ordre d'arrestation dont il était porteur à son égard.

On fit immédiatement avancer une voiture de place, où M. Millaud monta et où le magistrat ordonna d'entasser les livres de caisse contenant la comptabilité de la maison. La voiture fut dirigée sur les bureaux de la Permanence, où M. Millaud fut incarcéré.

Le *Figaro* nous apprend que la police vient d'arrêter une nouvelle proxénète, connue sous le nom de la baronne de l'Angély, et qui était en relations d'affaires avec l'entremetteuse de la rue de Suresnes.

Cette arrestation, dit le *Figaro*, va peut-être faire ajourner le procès de la Rondy; vu la connexité de leurs délits, les deux coupables seront jugés probablement ensemble.

On écrit de Saint-Martin au *Courrier de La Rochelle* :

« Dimanche dernier, 2 février, quelques condamnés du dépôt de Saint-Martin (une soixantaine environ), prétextant que le pain qui leur avait été distribué était de mauvaise qualité et qu'il leur était impossible de l'accepter, ont refusé de rentrer dans les dortoirs à l'heure ordinaire. Aux exhortations des gardiens et du directeur, ils opposaient un refus formel tant que le pain n'aurait pas été changé.

« De guerre lasse, le directeur dut faire appel à la troupe et un piquet de quarante hommes environ pénétra dans la détention. La présence des soldats suffit à déterminer une trentaine de détenus à regagner les dortoirs. Les autres continuant à résister, on se décida à les pousser, et ce n'est qu'à l'égard de deux ou trois récalcitrants que les militaires ont dû faire usage de leurs armes. Deux d'entre eux ont été atteints d'un coup de baïonnette, l'un au-dessous de l'épaule droite, l'autre dans les reins.

« Une enquête ouverte a démontré que le pain délivré aux condamnés dans la journée de dimanche, sans être de trop mauvaise qualité, avait cependant un goût d'amertume assez prononcé provenant de ce que les farines dont on avait fait usage avaient été mouillées par l'eau de mer. Il avait cependant été accepté par la troupe. Les farines que l'entrepreneur avait en magasin ont été immédiatement changées.

« Cinq ou six détenus prévenus d'avoir excité leurs camarades à la résistance doivent, dit-on, recevoir une punition. »

On écrit de Rouen le 7 février :

« Une nombreuse réunion d'industriels a eu lieu aujourd'hui. La réunion a protesté contre les tarifs du traité franco-anglais relatifs aux matières et elle a voté la résolution suivante : « Considérant que ces tarifs sont « contraires à ceux votés par l'Assemblée nationale et en contradiction avec les principes de la loi du 26 juillet, la réunion décide « qu'elle appuiera la demande d'enquête présentée par la chambre de commerce de Rouen. »

COMMISSION DES TRENTE

Séance du jeudi 7 février 1873.

PRÉSIDENCE DE M. DE LARCY

M. de Larcy. — Nous n'avons qu'une seule chose à faire actuellement, je crois, c'est de lire le projet adopté par la commission et de placer en regard de ce projet les amendements proposés par M. le président de la République. La discussion s'ouvrira ensuite sur chacun de ces amendements.

M. de Larcy donne lecture du préambule du projet de la commission, ainsi conçu : « L'Assemblée nationale, réservant dans son intégrité le pouvoir constituant qui lui appartient, mais voulant apporter des améliorations aux attributions des pouvoirs publics, décide... »

M. Arago. — Je me borne à demander à la commission si, après les observations présentées par M. le président de la République sur les termes de ce préambule, qui peuvent donner lieu à des commentaires de nature à jeter de l'inquiétude dans les esprits, elle persiste à le maintenir.

Personne ne demandant la parole, le préambule est mis aux voix et adopté par 14 voix contre 4. Plusieurs membres s'abstiennent.

M. de Larcy lit le paragraphe premier de l'article premier, ainsi conçu :

« L'article premier de la loi du 31 août 1871 est modifié ainsi qu'il suit : « Le président de la République communique avec l'Assemblée par des « messages, qui sont lus à la tribune par un des « ministres. »

Ce premier paragraphe est adopté sans discussion.

M. de Larcy donne ensuite lecture du paragraphe 2 dont voici les termes :

« Néanmoins, il sera entendu par l'Assemblée, dans la discussion des lois, lorsqu'il le jugera nécessaire, après l'avoir informée de son intention par un message. »

Ce 2^e paragraphe est encore adopté sans discussion.

M. de Larcy lit le 3^e paragraphe ainsi conçu : « La discussion à l'occasion de laquelle le président de la République seul prendra la parole est suspendue après la réception du message et le président sera entendu le lendemain à moins qu'un vote spécial ne décide qu'il le sera le même jour. »

Le 3^e paragraphe est encore adopté sans discussion.

M. de Larcy lit le 4^e paragraphe ainsi rédigé : « La séance est levée après qu'il a été entendu et la discussion n'est reprise qu'à une séance ultérieure. » M. Thiers demande qu'on rédige ainsi ce dernier paragraphe : « La séance est levée après qu'il a été entendu et que la discussion est close sur le sujet de son discours. »

M. le duc de Broglie. — L'amendement proposé par M. le président de la République s'il était adopté ferait tomber le fond même du projet. Que nous sommes-nous proposés, en effet? C'est de prévenir les discussions personnelles entre le président de la République et les membres de l'Assemblée, et par cela même d'empêcher les conflits qui naissent inopinément de ces discussions. Il peut en effet arriver que dans l'ardeur inévitabile d'une discussion, M. le président de la

